

**Nº 14**

**Notes sur  
l'analyse des  
formes  
institutionnelles de  
la régulation au  
Brésil: le rapport  
salarial et les  
rapports état-  
économie**

**Pedro da Motta  
Veiga**

**Junho de 1988**

les notions relatives aux formes institutionnelles codifiant les rapports sociaux fondamentaux [Boyer, (1987)] - a retenu l'essentiel de l'intérêt des réflexions brésiliennes proches de la théorie de la régulation [Veiga, (1984); Coriat et Sabóia, (1987), Guerra, (1987), par exemple].

En fait, il faut noter le développement inégal, au Brésil, des études des formes institutionnelles soutenant le mode de régulations dominant, revenant à la forme rapport salarial le privilège d'être l'objet des analyses les plus élaborées, parmi lesquelles l'étude de Coriat et Sabóia (1987) sur le Régime d'Accumulation et le Rapport Salarial au Brésil avance nettement dans la formalisations et la systématisation du processus de "fordisation par le haut et forcée" qui s'est développé au Brésil au long des trente dernières années.

Il est parmi les objectifs de la présente étude d'apporter quelques considérations supplémentaires au thème du rapport salarial au Brésil et de son articulation avec le régime d'accumulation, en suivant la direction de l'analyse de Coriat et Sabóia (1987). Cet thème est l'objet d'étude de la seconde section de ce travail.

Un deuxième objectif concerne l'identification et la discussion de quelques unes des caractéristiques essentielles du rapport Etat-Économie au Brésil, tel qu'il s'est développé au long du processus de substitution d'importations, tout en essayant de mettre en évidence le rôle de cette forme structurelle dans la genèse et la consolidation institutionnelle de certains des compromis fondamentaux qui bloquent, aujourd'hui, les transformations dans le régime d'accumulation et dans le mode de régulations dominant - au Brésil. Cette discussion est décrite dans la troisième section de ce travail. Finalement, dans la dernière section sont faites des observations finales en ce qui concerne le rapport salarial et les rapports Etat-Économie.

## II - RAPPORT SALARIAL ET RÉGIME D'ACCUMULATION AU BRÉSIL

### II.1 - Origines et Principales Caractéristiques

L'étude de Coriat et Sabóia (1987) relève les éléments-clés du rapport salarial institutionnalisé précocement au Brésil dans les années 30: la politique du salaire minimum; la politique des salaires en général; la législation du travail et syndicale; et la presque inexistence formelle de restrictions à la liberté de licencier.

Selon les auteurs, cet ensemble de caractéristiques contribue à structurer un marché de travail et des mécanismes de formation des salaires remarquables. Le point central est ici constitué par la formation, parallèlement au marché "formel" de travail, d'un immense secteur "informel", les deux secteurs entretenant des rapports étroits entre eux. Le rôle joué par le secteur informel dans la régulation macroéconomique est énorme, de telle façon que "le rapport salarial au Brésil reste dominé par des modalités d'ajustement "concurrentiels" basés sur "un jeu complexe d'expulsion (des travailleurs du secteur formel) vers le secteur informel toujours dynamique et jouant un rôle complémentaire-clé" dans le bouclage des rapports que soutiennent la croissance industrielle du pays.

En même temps, l'importance de ce secteur exprime un des blocages fondamentaux à l'instauration d'une dynamique typiquement fordienne dans le secteur urbain-industriel, dans la mesure où son existence contribue à l'ensemble des restrictions à la croissance de la demande, pourtant nécessaire au fonctionnement de la dynamique fordienne. Par ailleurs, l'importance du secteur informel révèle le bas degré de socialisation de la reproduction de la force de travail (insuffisance des niveaux et de la portée des instruments anti-cycliques de stabilisation du volume de la masse salariale, et par là, de la demande - les pensions, l'assistance sociale, l'assurance-chômage, etc.).

En fait, l'importance du secteur informel et de son rapport au secteur formel révèle le caractère partiel et limité du

processus d'intégration du salariat au mode de production capitaliste - pour reprendre l'expression de Bertrand (1986) -, ceci malgré l'extrême dynamisme révélé, le long des trente dernières années, par l'industrialisation du pays.

La matrice idéologique de la forme de rapport salarial dominante au Brésil trouve ses racines au début du siècle, quand à côté de la formation du marché urbain de travail et de la croissance de la classe ouvrière - se développe une large gamme de réflexions sociologiques, parmi lesquelles les travaux d'Oliveira Vianna [pour une synthèse, Veiga; (1980)]. Les travaux se préoccupaient de l'écart entre le "Brésil réel" et le "Brésil légal" des libéraux et se consacraient à la classification et à l'étude des populations brésiliennes, pour identifier, dans la "société inarticulée" et dans les caractéristiques d'une "plèbe" aux antipodes du citoyen de la pensée libérale, les grandes problèmes de ce "Brésil réel".

Pour ces réflexions, la question essentielle était celle-ci: quels sont les principes d'action et les institutions capables de rendre productifs, du point de vue de l'Etat, des populations domineés dont les habitudes et les dispositions s'opposaient à celles véhiculées par les normes de socialisations typiques du libéralisme économique et politique? Oliveira Vianna va élire "l'action tutélaire du pouvoir publique" en tant que principe d'action de l'Etat et de son rapport à la "plèbe". Les institutions appelées à codifier ces rapports sont des entités tutelées par l'Etat - le Ministère du Travail et les syndicats subordonnés à celui-ci - et l'essentiel de la codifications concerne la législation du travail et syndicale mise sur pied dans les années 30.

Dès sa précoce codification et jusqu' aujourd'hui, le rapport salarial dominant a maintenu une remarquable continuité, soumise cependant à l'influence des luttes sociales, des rapports de forces entre les classes, ceci surtout quand un changement au niveau de ces rapports parvenait à produire, dans l'appareil de l'Etat tutélaire, des "effets pertinents", pour utiliser l'expression de Poulantzas.

Parmi les caractéristiques structurelles du rapport

salarial au Brésil, il faudrait citer, à côté du principe tutélaire d'action de l'Etat vis à vis des organisations ouvrières soumises à son contrôle politique et administratif:

. la politique de fixation du salaire minimum, qui exerce une fonction très importante dans la détermination du taux de base des salaires dans l'industrie, (Tavares e Souza, 1981) surtout dans les régions où est grande la participation des activités non-capitalistes;

. la législation du travail et syndicale, d'origine corporative, qui a historiquement exercé la fonction de "promouvoir la complémentarité entre les secteurs capitalistes et pré-capitalistes", à travers le blocage des tendances "naturelles" (au capitalisme) de développement des marchés internes de travail qui sont à l'origine du processus de structuration hiérarchisée de la classe ouvrière;

. un tel rôle de la législation est codifié par un ensemble de normes et règles qui, non seulement "instabilisent" en permanence le status du salariat - dans la mesure où elles autorisent des pratiques de turn-over accéléré de la part des entreprises et ne restreignent que très partiellement la liberté de licencier - mais encore créent les conditions d'une utilisation productive de la force de travail extrêmement prédatrice, basée sur le recours routinier aux heures supplémentaires et à l'intensification des rythmes de travail dans des conditions d'insalubrité et de risque très fréquentes;

. ces conditions, auxquelles s'ajoutent les mécanismes que régissent la formation des salaires industriels au Brésil, sont à l'origine du grand écart observé par plusieurs auteurs (Coriat et Sabóia - 1987; Tavares et Souza, 1981; Oliveira, 1972) entre l'évolution de la productivité et des salaires industriels, cet écart grandissant au fur et à la mesure que l'on descend dans l'échelle de la hiérarchie salariale, ce qui constitue un trait essentiel du processus de "fordisation par le haut" (lequel suppose le transfert de la rente des travailleurs vers les strates administratifs et les classes moyennes urbaines);

. dans ces conditions, deux tendances se développent et se consolident, au Brésil:

a) la "fordisation" du rapport salarial, via l'indexation des salaires aux indices d'inflation et à l'évolution de la productivité, est en permanence contrecarrée par le recours aux mécanismes d'instabilisation, qui assurent la réduction des salaires réels moyens de l'industrie et qui font jouer à pleine force le mécanisme de l'armée industrielle de réserve. Selon Bruno (1979), "la question centrale, dans le mécanisme de l'armée industrielle de réserve, est de savoir si, oui ou non, les travailleurs secondaires sont disponibles pour représenter une source potentielle de compétition vis à vis des travailleurs primaires, permettant aux entreprises de modifier les patterns de segmentation du marché de travail selon ces besoins". Comme on le verra par la suite, la large utilisation de ce mécanisme, au Brésil, passe par l'adoption, au niveau des entreprises, de règles de socialisation technique des travailleurs et de gestion de la production capables "d'internaliser" dans les entreprises les traits essentiels du rapport salarial dominant.

b) les conditions pour l'irruption et la diffusion de multiples de paupérisation au sein de la classe ouvrière se trouvent inscrites au coeur même du rapport salarial. Les conditions sont encore plus présentes, si l'on tient compte du bas degré de socialisation de la reproduction de la force de travail (RFT) qui accompagne la consolidation du rapport salarial, au Brésil.

. Il s'agit là d'un autre trait essentiel du rapport salarial, à partir des années 30: le retrait du rôle des entreprises et des capitalistes privés dans l'administration de la RFT, qui n'est pas relayé par l'Etat, il en résultant un très bas degré de socialisation de la RFT. Les règles et lois que visent à assurer aux travailleurs des niveaux minimaux de reproduction - comme la loi du salaire minimum, ou celle qui prévoit l'installations de crèches dans les entreprises au dessus d'une taille donnée - sont en permanence dérogées par la pratique sociale, leur application reflétant plutôt le rapport de forces entre les classes sociales et la logique profonde de la régulation que le texte de la réglementation de l'Etat. Dans la sphère de la reproduction sociale, la tutelle de l'Etat prend la

forme, non plus d'institutions d'intégration, mais d'une modalité de gestion des populations pauvres dont les instruments principaux sont la police et les institutions d'exclusion (prisons, etc) et dont la logique peut être dévoilée avec l'aide des réflexions de Foucault.

. un dernier trait important de la régulation affectant le rapport salarial au Brésil concerne la dynamique d'interaction agriculture - industrie telle qu'elle s'est développée de long de la période d'import - substitution. Deux des caractéristiques de cette interaction bénéficient la reproduction du rapport salarial dominant:

a) la tendance historique à la détérioration des prix relatifs de l'agriculture tournée vers le marché intérieur vis à vis de l'industrie et des prix urbains. Ceci est à l'origine d'une énorme transfert de ressources du secteur primaire vers le secondaire, ce qui restreint les conditions de modernisation de l'agriculture et assure l'immobilisation d'un volume significatif de main d'œuvre dans l'agriculture;

b) les bénéfices fiscaux et de crédit concédés par l'Etat aux agriculteurs ont viabilisé la production de denrées alimentaires à des coûts historiquement compatibles avec les niveaux salariaux des travailleurs urbains, de façon à permettre qu'en ce qui concerne ce composant essentiel de la RFT (l'alimentation) il n'y ait pas des pressions sur les coûts salariaux de l'industrie.

Cet ensemble de caractéristiques du rapport salarial, fonctionnelles vis à vis de la logique du régime d'accumulation, a produit un mode de régulation où l'économique et le social s'excluent mutuellement, les politiques sociales de l'Etat et les politiques tournées directement vers l'accumulation entrent en compétition, en ce qui concerne l'allocation des ressources. En plus, comme le résultat des effets de la dynamique engagée entre accumulation et rapport salarial, la distribution des revenus et les processus de paupérisation, la population - objet des politiques sociales de l'Etat (aux limites de la misère)-n'est pas en condition de - grâce à ces politiques - s'intégrer à la demande solvable, élargissant le marché intérieur et produisant des effets positifs sur la production.

En conséquence, la convergence entre l'économique et le social - un présupposé à l'intégration pleine du salariat au mode de production capitaliste - n'a pas lieu.

## II.2 - Rapport Salarial et Gestion Privée de la Force de Travail

L'analyse de la dynamique du rapport salarial, au Brésil, doit aussi prendre en compte un élément qui fonctionne, en même temps, comme conséquence et présupposé de ce rapport. Il s'agit des formes de reproduction, au niveau des entreprises et des normes privées de gestion, des règles et caractéristiques du rapport salarial dominant au niveau social. On revient, par là, au thème posé par Werneck Vianna (1981) et auquel référence a été faite dans l'Introduction.

Bien que les formes de gestion privée de la main d'oeuvre ne se déduisent pas automatiquement des caractéristiques du rapport salarial, il ne fait pas de doute, qu'au Brésil, la dominance des "systèmes politiques de contrôle de la force de travail" relève du fait d'une reproduction - très homogène parmi les secteurs et très stable le long de l'histoire de l'industrialisation - dans les usines, des normes coercitives et prédatrices de gestion de la force de travail qui caractérisent le rapport salarial. Ceci ne doit pas bloquer les efforts pour identifier les éventuelles lignes de discontinuité entre les formes du rapport salarial et de gestion privée de la force de travail. Ces lignes font surface, soit en fonction d'une conjoncture politique et économique favorable à la discontinuité - c'est le cas du début des années 60, au Brésil - soit comme une manifestation et un résultat de la différenciation intersecteurs, au niveau de la structure industrielle et de la composition de la main d'oeuvre.

Dans ces contextes, la question posée concerne les conditions nécessaires à la diffusion intersecteurs de ces lignes de discontinuité et les processus par lesquels des éléments ponctuels et sans cohérence entre eux font système, graduellement.

Comme une règle, ce qu'on assiste au Brésil c'est une très grande continuité entre rapport salarial et formes de la gestion privée de la force de travail, si bien que toute une techno-



logie de contrôle s'est développée dans les entreprises en vue "d'internaliser" - dans les usines - les caractéristiques du rapport salarial.

Étudiant les modalités de l'organisation du travail (OT) dans les industries de São Paulo, Fleury (1980) identifie la "rotinisation" du travail comme la forme dominante d'organisation, fondée sur les caractéristiques suivantes:

a) "la planification du travail va jusqu'où la tâche à accomplir (non seulement) peut être attribuée à un ouvrier ayant peu de connaissances sur le processus et le produit, (mais elle) ne requiert aucun type de formation spécifique".

b) "la rotinisation implique la définition de tâches simples individuelles qui permettent la substitution, temporaire ou permanente, de l'ouvrier: les entreprises étudiées ont - et c'est un fait reconnu - un collectif de travailleurs sur-dimensionné, ce qui se justifie en fonction des taux élevés de turn-over et d'absentéisme, ainsi que du bas coût de la main d'oeuvre".

Or, il paraît évident qu'une telle mortalité d'OT - où banalisation des tâches et rotativité des travailleurs se complètent - est rendue possible par l'adoption, au niveau des entreprises, d'une forme de gestion de la force travail dont les points forts sont l'instabilité et l'adaptabilité des travailleurs (Coriat, 1981; Hirata, 1981; Mathias, 1981).

La "privatisation" du rapport salarial suppose l'existence, dans les entreprises, d'une "réserve de main d'oeuvre" ou d'un "excès de force de travail", dans l'expression d'Hirata (1981).

Ceci correspond à la dominance d'une logique de mise en valeur du capital appuyée sur la recherche de la rentabilité aux dépens d'une logique de productivité, ce qui est, d'ailleurs, fonctionnel vis à vis d'autres caractéristiques des formes institutionnelles soutenant la régulation économique et sociale au Brésil, notamment les formes de rapport Etat - économie et les formes de la concurrence, marquées par un fort protectionnisme et par une structure oligopolistique de l'offre.

Dans ce sens, la "rotinisation" correspond à la moda-

lité d'OT et de combinaison du système force de travail/technologie la plus conforme aux conditions régissant le rapport salarial et l'interaction de celui-ci avec le régime d'accumulation du capital.

## II.2 - Eléments pour une périodisation du rapport salarial au Brésil: (1955-1988)

La présentation des caractéristiques essentielles du rapport salarial au Brésil ne peut induire à l'image d'une stabilité a-historique de cette forme institutionnelle et de son rapport au régime d'accumulation.

En fait, si bien que le cadre institutionnel régissant le rapport salarial au Brésil ait connu une remarquable continuité depuis les années 30, il est indiscutable que l'administration de ce cadre-des normes et institutions qui en font partie - a connu des changements importants, affectant soit l'industrie dans son ensemble, soit des secteurs et des branches productives.

Il apparaît que les premières années des 60 et la conjoncture actuelle sont des moments - clés pour connaître les limites des possibilités d'administration du cadre institutionnel régissant le rapport salarial. Ces deux moments sont caractérisés par une grandissante contradiction entre régulation et réglementation du rapport salarial. Dans le premier des deux moments, le coup d'Etat militaire a été la solution à une telle opposition, solution qui a confirmé et approfondi les caractéristiques essentielles du rapport salarial, dont l'efficacité était bloquée par une administration de cette forme institutionnelle qui codifiait l'alliance populiste et qui caractérisent dans une codification de normes spécifiques à chaque branche plus ou moins contradictoire avec les grands traits du rapport salarial.

La périodisation proposée, ensuite, s'appuie sur ces moments - clés d'écart entre régulation et réglementation.

## II.2.1 - Prèmiere Phase: 1955-1964

Conçu au début du gouvernement Kubistchek, le Plano de Metas a lancé les bases de l'expansion et de l'approfondissement de l'industrialisation brésilienne, avec un grand programme d'investissements en énergie, en transports, en biens d'équipement et en biens de consommation durables, appuyé sur une forte participation d'investissements de capital étranger.

Ces investissements, en même temps qu'ils produisent -grâce aux travaux d'infrastructure - une fraction de la force de travail qui s'intègre au salariat dans les conditions d'insécurité et de périculosité caractérisant les grands chantiers de travaux publics, sont à l'origine de l'intégration - à un marché de travail industriel et urbain marqué a des traits de rigidité institutionnelle que codifient les compromis du populisme - de contingents massifs de force de travail, fréquemment sans expérience industrielle ou même salariale.

Pour prendre l'exemple de la construction navale - qui s'est installée, surtout à Rio de Janeiro, à cette époque - la force de travail employée dans cette branche a augmenté de 800%, en trois ans (1959-1962). Cette branche industrielle était, jusqu'en 1959, dominée par des chantiers de réparation, la majorité étant de propriété de L'Etat, et dans lesquels les syndicats ouvriers détenaient une part considérable de pouvoir, ainsi que le contrôle des normes de socialisation des nouveaux travailleurs.

Tout au long des années 50 et au début des 60, les syndicats actifs dans les chantiers avaient acquis un ensemble de droits que pratiquement "gêlaient" les formes de mobilisation de la force de travail par les entreprises, dans les limites rigides du contrat collectif, en même temps qu'ils maintenaient, entre les mains de la hiérarchie ouvrière, le contrôle partiel du procès de travail et qu'ils étaient à l'origine d'un coût salarial relativement élevé par rapport à l'ensemble de l'industrie (Veiga, 1984).

C'est dans un tel contexte que la branche de la construction navale incorpore massivement "sa" force de travail, les entreprises multinationales ayant joué un rôle important dans le processus de dépassement des blocages "hérités" des compromis passés,

en ce qui concerne l'utilisation de la main d'oeuvre. Les entreprises recrutait, en priorité, "sa" main d'oeuvre hors du marché de la branche spécifique et lui donnaient une formation dans les divers métiers concourant à la construction navale sur la base de normes de travail et de productivité complètement diverses de celles qui dominaient l'activité des chantiers de réparation.

Il s'agit là d'un processus traversé par les conflits et ceci surtout dans les branches qui - telles la construction navale - disposaient d'un travailleur collectif socialisé et intégré au régime de salariat selon des règles contrôlées, en partie au moins, pour les syndicats, les ouvriers qualifiés et la maîtrise. Le nombre de grèves croît, à partir de 1961, quelques victoires syndicales sont encore signalées, mais les entreprises n'interrompent pas leur décision d'introduire des normes et procès "rationnels" de travail.

En même temps, les mécanismes d'indexation du salaire minimum, qui avaient atteint leur maximum d'efficacité au milieu des années 50, commencent à s'affaiblir, le pacte populiste qui soutenait le régime démocratique commençant son processus d'écroulement sous le poids des contradictions économiques et politiques générées à l'intérieur même de son développement.

L'incompatibilité entre, d'un côté, les modalités d'administration du rapport salarial sous le populisme, et de l'autre, la dynamique - les exigences et les contraintes - de la base industrielle de l'accumulation consolidée à partir de la fin des années 50 et début des 60 s'installe peu à peu, pour exploser, en 1964, avec la rapture du pacte populiste et le coup d'Etat militaire.

#### II.2.2 - Deuxième Phase: 1964-1968

C'est une période de transition, marquée par la chute des salaires réels (Coriat et Sabóia, 1987) - malgré l'essai d'institutionnalisation d'un mécanisme d'indexation salariale de type fordiste, en 1965 - et par la mise en place d'un nouveau cadre institutionnel de l'accumulation de capital, dont la base sociale est fournie par un pacte entre l'Etat et le "nouveau" type de capitalistes arrivés dans la vague d'industrialisation de la période précédente. Le régime militaire a donné suite à la politique d'attraction d'investisse-

ment étrangers, a réorganisé le marché des capitaux, les mécanismes de financement à la production et à la consommation, éliminant, dans le domaine du rapport salarial, toute règle qui pourrait signifier une restriction du droit de licencier par les entreprises. Le statut de stabilité dans l'emploi pour les travailleurs ayant au moins dix ans de travail dans une même entreprise cède le pas à l'institution du FGTS (Fundo de Garantia de Tempo de Serviço), qui facilite et réduit le coût des licenciements.

C'est une phase pendant laquelle sont créées les conditions pour que, dans des branches telles la construction navale, le capital reprenne le contrôle du procès de travail, des normes de mobilisation de la force de travail et de la gestion du "mécanisme de l'armée industrielle de réserve". Cette reprise en main va se manifester dans l'intensification des rythmes de travail, dans l'usage extensif des heures supplémentaires, dans le turn over accentué de la main d'oeuvre et dans la déqualification professionnelle, exprimée par l'abolition des grilles de carrières et de promotion qui légitimaient l'existence et la reproduction des "métiers spécialisés" (Barsted, 1982).

### II.2.3 - Troisième Phase: 1968-1980

Bien que cette phase réunisse ce qui, du point de vue de la périodisation de l'industrialisation, correspond à des moments fort différents - le "miracle économique" de 68-73 et la période d'ajustement structurel qui s'est suivie au choc pétrolier de 1973 - elle présente, en ce qui concerne le rapport salarial et sa gestion, une remarquable continuité.

Le recours à l'instabilisation du statut salarial s'intensifie, l'utilisation du "mécanisme de l'armée industrielle de réserve" dévient une partie importante du savoir de gestion des entreprises et la dynamique d'une accumulation centrée sur les rapports entre S1 et le segment de biens de consommation durables de S2 évolue avec plus ou moins de stabilité selon les oscillations de la conjoncture, appuyée sur des ajustements de type concurrentiels, en ce qui concerne l'emploi et les salaires. L'écart entre l'évolution de la productivité et des salaires se maintient et les salaires réels

moyens, ainsi que le pouvoir des syndicats, sont plus grands dans les branches sur lesquelles s'appuie le cycle d'expansion qui a commencé en 1968 (Tavares et Souza, 1981).

C'est précisément dans les branches de la filière metal-mécanique de São Paulo qu'émerge, à partir de 1977 surtout, un mouvement syndical qui acquiert une forte capacité de pression et de négociation et dont les conquêtes salariales tendent à produire une accélération du processus de différenciation socio-économique dans la classe ouvrière.

Deux autres phénomènes contribuent à tirer, vers le haut, les niveaux des salaires réels moyens des travailleurs, en fin de période, et à équilibrer un peu plus l'évolution des salaires et de la productivité, (Coriat et Sabóia, 1987).

a) d'abord, la forte expansion du segment des biens intermédiaires, à partir de 1975, introduit des changements dans le profil et la composition de la force de travail industrielle, avec des impacts positifs sur les niveaux moyens des salaires réels - étant donné les exigences de qualification ouvrière qui caractérisent les procès de travail typiques du segment considéré.

b) ensuite, la combinaison des caractéristiques du rapport salarial décrites en II.1 et des conditions assurant une croissance accélérée du secteur industriel a produit le phénomène du turn-over volontaire et d'une forte mobilité des travailleurs vers de meilleures opportunités de travail et de salaires. Dans des branches soumises à des fortes pressions de la demande - telle la construction navale, dans les années 70 - ceci a produit des problèmes significatifs au niveau de la production, affectant les chronogrammes de travail et jettant la lumière sur les problèmes découlant d'un degré élevé "d'ouverture" du marché de travail et d'un statut instable du salarié.

#### II.2.4 - Quatrième Phase: 1980-1988

Cette phase se caractérise par le degré très élevé d'instabilité macro-économique qui traverse la fin du régime militaire et le début du régime civil, en 1985. L'économie a, pendant cette phase, vécu des périodes de croissance négative du PIB, d'expansion du produit industriel basée tantôt sur la croissance des exportations (1984), tantôt sur le dynamisme du marché intérieur (1986), et des tendances à l'accélération des taux d'inflation et à la chute du taux de FBCF (formation brute du capital fixe), qui - à partir de 1983 - se situe autour de 17% du PIB, contre une moyenne de 21,5%, au début de la décennie.

Cette instabilité trouve ses racines dans les déséquilibres du processus de "fordisation par le haut", qui bloque l'expansion soutenue de la demande (dans le cas du Brésil, du marché intérieur), en même temps qu'il ne cesse de faire croître le poids économique et politique du salariat, dont les secteurs les plus dynamiques font pression pour une institutionnalisation accrue d'un rapport salarial fordiste (Lipietz, 1986).

Ces déséquilibres deviennent critiques quand, aux facteurs internes, s'ajoutent les effets du second choc pétrolier (1979) sur la balance commerciale et de l'élévation de taux internationaux d'intérêt, au début des 80, sur la dette extérieure brésilienne. Les deux facteurs "externes" sanctionnent les caractéristiques de la stratégie brésilienne d'insertion dans le régime d'accumulation internationale sous le fordisme: fort développement industriel tourné vers le marché intérieur protégé-avec le concours du capital étranger - et financement extensif de l'ajustement structurel des années 1974-1979 par le recours à l'endettement extérieur.

La question de l'insertion de l'économie brésilienne dans le régime d'accumulation internationale se pose à un moment critique de celui-ci, mais aussi dans une période de pression interne autour de la distribution des revenus. Mauvais moment, donc, pour l'émergence d'une contrainte externe du type de compétitivité - prix imposant la nécessité de rétablissement de l'équilibre extérieur.

Ce rétablissement devient, donc, l'objectif premier du dernier gouvernement du régime militaire, ce qui est obtenu grâce à une politique orthodoxe d'administration de la demande (dont l'adoption est rendue plus facile en fonction des caractéristiques du rapport salarial dominant) et qui est à l'origine de la production d'expressifs soldes de la balance commerciale basés, dans un premier moment, sur une importante réduction des importations et sur une forte politique d'incitation à l'exportation.

La contrainte externe est donc intégrée à une logique de régulation macro-économique jusqu'alors essentiellement centrée sur le marché intérieur, et le rythme accéléré, et même violent, de cette intégration se trouve à l'origine - ne serait - ce que partiellement - de l'instabilité qui domine la période.

L'administration de la contrainte de compétitivité, dans un environnement marqué par l'ascension du "mouvement syndical", a recours aux instruments de la dévaluation du taux de change et à la concession de bénéfices fiscaux et de crédit à l'exportation, ainsi qu'à la politique de contraction des importations et de la demande intérieure. Cette dernière, non seulement produit les excédents nécessaires à l'accomplissement de "l'effort d'exportation", mais engage l'économie dans une dynamique récessive qui a des effets dissuasifs sur le mouvement syndical.

Une telle politique renforce les tendances inflationnistes, mais ne contribue pas à l'inversion de la tendance à la chute du taux de FBCF, dans la mesure où une large partie des soldes commerciaux est transférée à l'extérieur à titre de remboursement des obligations de la dette.

Ce transfert des ressources à l'extérieur, allié à réduction du taux de FBCF, et à une administration de l'épargne publique que sanctionne et reproduit une multitude de compromis institutionnalisés sectoriels Etat-capital (voir Section III), bloquent les possibilités de mise en place d'un cadre institutionnel favorable à un ajustement structurel capable de soutenir la modernisation de l'industrie - avec l'expansion de l'offre intérieure et l'augmentation de la productivité - que serait à la base d'un processus d'absorption graduelle et négociée de la contrainte de compétitivité à la logique de régulation macro-économique.



L'administration de l'inflation - rendue difficile par la présence des éléments décrits - a eu comme noyau la politique de contrôle des prix - à efficacité très limitée - et la politique salariale, basée sur la réduction des salaires réels moyens.

Cette politique a subi douze changements au cours des neuf dernières années, soit en ce qui concerne la périodicité des augmentations de salaires, soit pour introduire une "désindexation" partielle des salaires, soit encore pour différencier les degrés d'indexation selon les niveaux salariaux, soit finalement pour geler les salaires.

La convergence de ces variations dans la politique salariale et du recours intensif aux mécanismes d'ajustement concurrentiels du rapport salarial produit une perte significative dans le niveau du salaire minimum réel, à São Paulo (de l'indice 107, en 1982, à l'indice 84, en 1984), et du salaire moyen réel du secteur formel (de l'indice 109, en 1982, à l'indice 96, en 1983).

Ceci signifie que tous les indicateurs signalent la réduction des salaires réels, entre 1982 et 1984, y inclus dans le noyau central du régime d'accumulation, à São Paulo, où - on le verra - se développent de tendances importantes à la différenciation socio-économique au sein de la classe ouvrière.

L'exception à la règle de la période correspond au Plano Cruzado, dont les caractéristiques essentielles ont été le gel des prix et des salaires, et pendant lequel a pu être observée une importante augmentation de la participation des groupes les plus pauvres dans la rente nationale.

Selon les données officielles, les 40% les plus pauvres de la population économiquement active (PEA), qui, en 1985, détenaient 8,8% de la rente nationale, ont vu leur participation croître jusqu'à 9,4%, en 1986 - année du Plano Cruzado. Encore selon ces sources (Gazeta Mercantil, 1988) le déplacement de la rente s'est faite aux dépens des entreprises et des travailleurs des branches oligopolisées - soumises au contrôle des prix et des salaires - et à la faveur des petites entreprises et les presque-entreprises, ainsi que des travailleurs autonomes ou sans la carte du travail (c'est à dire, en grande partie, les agents du secteur informel).

Cet épisode révèle l'existence d'une logique de production de l'inflation dans le secteur dominé par les oligopoles, agissant comme un mécanisme de résolution du conflit distributif qui viabilise un pacte implicite entre travailleurs et capitalistes de ce secteur, aux dépens de la rente des agents placés au bas de l'échelle sociale dans le secteur informel.

A l'origine d'un tel pacte, il y a croissante différenciation du noyau capitaliste - oligopoliste de l'économie industrielle et de ses agents vis à vis des autres secteurs et activités. Les difficultés d'administration de ce gap peuvent expliquer, en partie, aussi bien l'instabilité de la politique salariale dans les 80, que les tendances à l'augmentation de l'écart entre réglementation de l'Etat et régulation, en matière de salaires, surtout à partir de 1985.

Bien que cet écart se vérifie aussi dans d'autres domaines - le contrôle de prix, par exemple - on peut limiter l'analyse au rapport salarial et prendre l'exemple de la récomposition des salaires réels des travailleurs industriels de São Paulo vérifiée à la fin de 1987, (Macrométrica, 1988), et ce malgré l'existence d'une politique salariale qui imposait des pertes réelles aux salaires dans les moments d'inflation croissante - ce qui était le cas. Cet épisode révèle la présence d'une dynamique de formation des salaires réels plus rigide à la baisse que l'aurait voulu la politique officielle et appuyée sur la négociation directe entre les entreprises et les travailleurs, dans le noyau central de l'économie capitaliste au Brésil.

Ces négociations sont le symptôme des brèches que s'ouvrent peu à peu dans le mode tutélaire de mise en rapport de l'Etat et des agents économiques privés et qui se concrétisent, par exemple, dans la proposition d'établissement d'un contrat collectif de travail valable pour les industries de São Paulo, présentée par la Central Única dos Trabalhadores - CUT, en mars 1988. <sup>(1)</sup>

---

(1) Il faut noter, cependant, que les centrales syndicales des travailleurs s'opposent à l'adoption d'une politique officielle de fixation de salaires basée sur la "libre négociation" défendue par des groupes d'intérêt dans l'Etat et dans le secteur privé. Pour les centrales, une telle politique imposerait des pertes très lourdes de salaires aux travailleurs des petites entreprises ou des secteurs à faible pénétration syndicale.

Il s'agit d'initiatives ponctuelles et de tendances très récentes, dont le développement et la diffusion dépendent d'un nombre très important de facteurs, parmi lesquels le poids relatif des syndicats ouvriers dans le processus de démocratisation politique en cours et le rôle que la contrainte de compétitivité peut jouer sur les rapports de travail au niveau des différentes entreprises et branches.

Dans une étude précédente, la pertinence de ces facteurs a été analysée pour l'industrie automobile, où l'expansion des programmes d'exportation et l'intégration au réseau de production segmentée des "voitures mondiales" avaient eu lieu dans un contexte marqué par l'ascension des luttes syndicales et revendicatives très dures, produisant une routine de conflits et d'arrêts prolongés de travail qui n'étaient pas sans effet sur la production de plusieurs usines appartenant à un même groupe et situées dans différents pays (Veiga, 1982).

C'est dans un tel contexte que les entreprises de la branche ont commencé, en 1981, à développer un processus d'institutionnalisation des formes de discussion et de négociation directes avec les travailleurs, au niveau des unités de production, parallèle à l'introduction d'importants changements dans la base technique de production, avec l'introductions d'équipements automatisés, robots, etc (Tauile, 1987).

L'analyse d'une branche dont l'insertion internationale est très spécifique, comme l'industrie de construction automobile, suggère que l'émergence de ces formes négociées de rapport de travail obéit à des facteurs dont la présence se distribue sur l'ensemble de l'appareil de production d'une façon très hétérogène. Si cela est vrai, plus problématique encore est la question de la diffusion inter-branches de ces tendances. En fait, si l'on se tient au facteur contrainte de compétitivité, qui joue un rôle positif dans l'émergence de ces formes dans l'industrie de l'automobile, il est indiscutable que ce même facteur peut, dans d'autres branches, renforcer les caractéristiques d'instabilité et d'utilisation prédatrice de la force de travail, comme le résultat d'une politique de compétitivité basée exclusivement sur la compression des salaires et sur la recherche de l'augmentation des marges de rentabilité à exportation.

III - CONSIDÉRATIONS SUR LE RAPPORT ETAT - ECONOMIE AU BRÉSIL: LA LOGIQUE DES INTERVENTIONS PUBLIQUES ET LE PROCESSUS D'INDUSTRIALISATION

Le même principe d'action qui a été à l'origine du rapport salarial, au Brésil - la tutelle - a défini, à partir des années 30, le mode dominant de mise en rapport de l'Etat avec les entreprises, ainsi que la logique des interventions publiques.

C'est au long de cette décennie que s'intensifie l'intervention de l'Etat dans l'économie, "agissant dans la fixation des prix, dans la distribution des gains et des pertes entre les divers strates et groupes capitalistes, dans la dépense fiscale à des fins (...) reproductives, dans la sphère de la production" et, d'une manière générale, dans le sens de déplacer l'axe de l'accumulation capitaliste de l'agriculture vers l'industrie, ce qui supposait la capacité de faire "de l'entreprise capitaliste industrielle l'unité la plus rentable de l'ensemble de l'économie" (Oliveira, 1972).

Graduellement, et à la mesure où le processus d'import - substitution s'approfondit, les fonctions économiques de l'Etat - concernant directement la production ou bien les conditions générales concourant à la reproduction économique - s'amplifient.

C'est principalement à partir des années 50 que se consolide un "style" intervention de l'Etat dans l'économie ayant les traits suivants: "d'un côté, le gouvernement définit les priorités sectorielles d'investissement, ainsi que les rôles à accomplir par l'Etat et par les capitaux nationaux et étrangers dans chaque secteur. De l'autre côté, pour s'assurer de la réalisation de ses priorités, le gouvernement offre à l'initiative privée deux gammes de benesses: la réduction du coût de l'investissement, par le moyen de bénéfices fiscaux et de crédit, et la réserve du marché brésilien aux biens produits dans le pays" (Tavares, 1988).

Renforçant la dynamique d'import - substitution en cours, le gouvernement l'accompagnait par une "politique de développement sectoriel pour chaque type de produit à substituer. Et à cette fin, était créée toute une série de bénéfices, de protections, d'organismes et même de ministères" (Leal, 1988).

Celà signifie que, comme une composante institutionnelle du protectionnisme et de la logique extensive d'industrialisation par import-substitution, un modèle d'intervention publique dans l'économie va se développer qui, non seulement définit la forme dominante de la concurrence dans les secteurs dynamiques du régime d'accumulation, mais qui sanctionne et reproduit des compromis institutionnels entre les différents secteurs capitalistes privés et la technocratie d'Etat.

Les compromis définissent une très curieuse combinaison entre, d'un côté, le mode tutélaire d'intervention publique et, de l'autre, la capture des agences publiques par les intérêts privés, pour employer une expression chère aux théoriciens américains de la déréglementation.

Un processus de "privatisation" de l'Etat se développe, ayant pour base la division de l'appareil économique en branches ou en secteurs, les agents privés d'un secteur, par exemple, ayant recours à "ses" institutions de tutelle - responsables par l'administration de "ses" bénéfices et protections - pour s'assurer, grâce aux pressions des lobbies, du maintien et, si possible, de l'extension de ses privilèges.

En ce sens, "chaque benesse de l'Etat brésilien est concédée à travers des canaux spécialement dessinés selon des caractéristiques du secteur favorisé" (Tavares, 1988). Il en résulte tout un réseau de compromis institutionnalisés, de protections et bénéfices, dont les effets peuvent passer relativement inaperçus tant que le processus d'import-substitution est en cours, mais qui se dévoilent quand ce processus atteint ses limites et le problème posé devient l'intensification de l'accumulation et la rédefinition des rapports entre les grands secteurs économiques et, dans l'industrie, entre les branches d'activité.

Dès lors, il ne peut pas surprendre que, depuis 1955, seulement deux épisodes aient pu caractériser la conception et l'implantation d'une politique industrielle ayant un certain degré d'intégration: pendant le gouvernement Kubistcheck, le Plano de Metas, et pendant le gouvernement Geisel (1974-1979), le Plano Nacional de Desenvolvimento, ou était conçu de processus d'ajustement structurel de l'économie brésilienne, à la suite du choc pétrolier.

Si l'on exclue ces deux moments, c'est le modèle segmenté d'interventions publiques qui a prévalu, ce qui, à côté de favoriser la multiplication inarticulée de bénéfiques et d'instruments de protection, constitue un blocage à la mise en place de formes institutionnelles de coopération entre les entreprises, leurs fournisseurs et leurs clients, ainsi qu'entre le capital et le travail.

Il en découle que les institutions du gouvernement chargées de la politique industrielle se sont transformées en "centrales de distribution des bénéfiques fiscaux" (Tavares, 1988) et de concession d'autorisation pour l'implantation ou l'expansion des unités de production.

Quelques expériences de planification régionale ou de coordination de l'intervention publique, le long de la période 1955-1988, mettent à jour le pouvoir de blocage des compromis institutionnalisés et la capacité de ceux-ci à "réorienter" les interventions publiques:

a) - d'abord, la création de SUDENE (Superintendência de Desenvolvimento do Nordeste), à la fin des années 50, pour remplacer l'ancienne agence publique "chargée" du Nord-Est (DNOCS) - intégralement capturée par les intérêts de l'oligarchie rurale de la région - mettant à sa place un instrument de planification régionale intégrée, capable d'entreprendre des actions coordonnées dans les domaines industriel, agricole, d'infrastructure et social. Dans la pratique, la SUDENE est devenue une institution publique chargée de l'évaluation des projets industriels et de la concession des bénéfiques fiscaux aux entreprises du Sud du pays attirées par la réduction du coût de l'investissement que ces bénéfiques produisaient.

Seule cette dimension du "projet SUDENE" a été retenue, l'idée d'une planification régionale intégrée ayant été abandonnée le long du parcours.

b) - la politique de contrôle des prix, par le Conseil interministériel des Prix (CIP), dans les années 70 e 80. Derrière le nom du CIP, l'idée d'une structure organisationnelle non-sectorielle, capable d'intégrer tous les ministères dont l'action puisse influencer ou être influencée par l'évolution des niveaux des

prix. Pourtant, la systématique de présentation des données de coûts par les entreprises et les règles d'analyse employées par l'institution mènent le gouvernement "à protéger et à rémunérer l'inefficace, en promouvant une violente distorsion de la rente nationale, par le moyen d'une sur-rémunération des industries efficaces. Ce taux extra de profit inhibe, de son côté, les investissements tournés vers l'augmentation de la productivité, vers la modernisation industrielle" (Leal, 1988).

Basée sur une structure qui reproduit celle de l'industrie - en branches et secteurs - les analyses du CIP contribuent à consolider la forme oligopolistique des marchés, dont les principaux agents privés résistent activement à tout effort d'alteration dans la méthodologie d'évaluation des données fournies par les entreprises.

c) - la création du FND - Fundo Nacional de Desenvolvimento, en 1986, pendant la période de gel des prix et des salaires du Plano Cruzado et des tentatives de mise en place des mesures de réforme structurelle du secteur financier. La mise en place du FND a comme point de départ la constatation, non seulement de la sensible réduction des taux d'épargne et d'investissement du secteur public, le long des 80, mais encore de l'inexistence de sources privées nationales et internationales en mesure de suppléer au besoin de financement des investissements productifs. En effet, le Plano Cruzado ayant produit une importante redistribution de revenu, a mis à nu le besoin d'investissements capables d'augmenter l'offre interne de produits, étant donné que la contrainte externe bloque les possibilités d'augmenter l'offre par le recours à l'importation. Le FND serait financé par une taxe imposée aux prix des voitures, de carburants, des billets d'avion et de dollars achetés pour les voyages internationaux. Créé à la fin 1986, il a été graduellement démantelé par les différents intérêts atteints - y inclus, ceux de l'industrie de construction automobile. En fait, une analyse plus approfondie de l'histoire du FND révélerait que son institution représentait déjà une solution à la marge des compromis institutionnalisés dont la résistance avait bloquée, le long de 1986, la réforme structurelle du secteur financier programmée par les auteurs du Plano Cruzado et qui était censée augmenter la compétition dans le secteurs.

À ces compromis, viendraient s'ajouter - dans l'effort de démanteler le Plano Cruzado - les agents privés du secteur oligopolistique, qui voient, le long de 1986, avancer un processus de détérioration de leur pouvoir économique vis à vis des agents liés aux branches à structure de marché concurrentielles et à l'économie informelle.

Le Plano Cruzado, a été, en tant qu'intervention publique, une exception à la règle des rapports Etat-économie et de l'institutionnalisation des compromis sectoriels entre les secteurs public et privé - règle qui se manifeste avec une extraordinaire actualité dans la période de transition du régime militaire vers le régime civil.

En fait, dans les années 80, les caractéristiques identifiées deviennent encore plus présentes, l'administration du balance de paiements étant la priorité presque absolue des gouvernements et les politiques structurelles étant abandonnées - à l'exception de celle de prospection et de production du pétrole, qui affecte directement la balance de paiements.

Abandonnées les politiques structurelles et renforcé l'effet d'hysteresis entre les divers agents économiques (Boyer, 1987) par la chute accentuée du rythme de la croissance et par le cadre d'instabilité macroéconomique, les compromis institutionnalisés au niveau des branches et des secteurs et les pratiques routinières de tutelle et de cooptation reprennent tous ses droits et représentent pratiquement le seul type de rapport entre l'Etat et les agents capitalistes privés. Les instruments de politique industrielle subissent un processus croissant de segmentation, qui laisse de côté toute hypothèse de mise en place de politiques de filières, par exemple.

c) - Le cas de la filière électronique - base du changement de la structure technique de production, en cours - est très elucidatif, car il y a, parallèlement, trois politiques contradictoires à l'oeuvre: d'abord, la Política Nacional de Informática-PNI, basée sur une stricte réserve du marché intérieur aux entreprises brésiliennes, dans les segments des microprocesseurs, d'instruments et d'équipements d'automatisation industrielle; ensuite, la politique des télécommunications, basée sur l'accès des multinationales installées au Brésil au marché intérieur; finalement, la politique tournée vers l'électronique de consommation, qui se matérialise dans les bénéfices concédés aux industries installées dans la Zona Franca de



Manaus, zone de montage industrielle au coeur de l'Amazonie, typique de la "taylorisation primitive" à laquelle (Lipietz, 1986) fait référence.

Il y a, donc, blocage réciproque du développement et de la consolidation de chacune des politiques, lesquelles se juxtaposent et s'appuient sur différentes connexions entre institutions sectorielles du gouvernement et intérêts privés des secteurs.

Une telle configuration est à l'origine d'une croissance vertigineuse du volume de bénéfices et subsides accordés par l'Etat, ce qui fait que ce volume atteignait à la période 1975-1979, 10,9% du PIB, pourcentage qui, entre 1980-1985, monte à 15,2% (IBRE, 1987). Selon des données du Ministère de Finances, les bénéfices accordés par l'Etat, en 1988, aux entreprises draineront 30% de sa recette fiscale (Jornal do Brasil, 1988), contribuant à l'explosion du deficit du secteur public et à l'accélération de l'inflation actuellement observée.

Les compromis institutionnalisés par cette forme d'intervention publique aident à bloquer la possibilité de mise en place de politiques structurelles capables de soutenir des programmes macroéconomiques tournés vers la stabilisation des expectatives des agents économiques et vers la reprise des investissements productifs.

La résistance de ces compromis est un puissant obstacle à une politique d'intensification de l'accumulation, car c'est de cela qu'il s'agit, quand le modèle d'import-substitution ne cesse de donner des signes d'essoufflement. Curieux paradoxe le fait que cette résistance s'accroît dans un environnement où le discours des entreprises est celui de la privatisation et de la dérégulation.

Au delà des beaux discours, cependant, se dessine un tableau où les formes dominantes de rapport salarial et d'intervention de l'Etat dans l'économie, soumises aux contraintes externes d'endettement et de compétitivité, représentent des blocages fondamentaux à l'intensification de l'accumulation et à un processus graduel et négocié, permettant la recherche de la compatibilisation entre les mécanismes internes de régulation et les nouvelles conditions d'adhésion au régime international d'accumulation qui se dessine (Mistral, 1986).

#### IV - OBSERVATIONS FINALES

L'étude a essayé de cerner la genèse et l'opération de deux formes institutionnelles qui ont soutenu le mode de régulation dominant au Brésil, tout au long de la consolidation et de la maturité d'un régime d'accumulation basé sur le marché intérieur et sur l'extension du salariat.

Il s'agit là d'un effort pour contribuer au repérage des compromis qui se sont institutionnalisés et des dynamiques qui se sont engagées le long de la période, de façon à faire ressortir les facteurs de blocage et de changement présents à l'heure actuelle.

Or, le Brésil, à l'heure actuelle, présente une configuration historique très spécifique, marquée par une crise structurelle; où sont remises en cause les formes dominantes de rapports entre l'Etat et les agents sociaux - aussi bien au niveau politique ("autonomisation" des organisations privées vis à vis de l'Etat x renforcement des liens tutélaires Etat - agents sociaux) qu'au niveau économique.

A ce dernier niveau, sont remis en cause les liens entre l'économie nationale et internationale, ainsi que les rapports fondamentaux à la reproduction du mode dominant de régulation - soit, par exemple, les rapports entre l'agriculture et l'industrie.

Cette convergence de crises des formes structurelles, renforcée par une conjuncture d'imposition "à cours forcé" de la contrainte externe de compétitivité, avec ses effets contradictoires sur le processus de "fordisation par le haut", mène à une période de profonde instabilité sociale et à une crise du "paradigme sociétal" (Lipietz) qui accompagne l'industrialisation brésilienne depuis les années 30<sup>(1)</sup>.

Ce paradigme découle du principe d'action de l'Etat, de type tutélaire, qui émerge dans les années 30 et qui est à l'origine aussi bien de la codification précoce du rapport salarial et de

---

(1) Dans la mesure où la contrainte externe de compétitivité est loin de se déserrer, la question des effets de son absorption par un mode de régulation intra-verti restera posée pour les prochaines années, imposant la révision de la norme d'adhésion de l'économie brésilienne au régime international de croissance.

sa continuité, que de la norme dominante de concurrence intercapitaliste de type "Oligopoliste-cartoriale". C'est ce principe d'action tutéllaire que est à l'origine d'un paradigme sociétal dans lequel l'Etat ne conçoit la société qu'à son intérieur (la société dans l'Etat).

BIBLIOGRAPHIE

- AGLIETTA, Michel (1986) - Les traits permanents de la régulation sociale aux Etats-Unis, in Capitalismes fin de siècle, pp 34-66, Paris, Presse Universitaires de France.
- BARROS, Guilherme(1988) - Pesquisa do IBGE mostra como o Plano Cruzado desconcentrou a renda, in Gazeta Mercantil, 08.04.1988, pg. 03, São Paulo, Gazeta Mercantil.
- BARSTED, Denis (1982) - Medição de forças: os operários navais e o movimento de 53, 215p., Rio de Janeiro, Ed. Zahar.
- BOYER, Robert, éd. (1986) - Capitalismes fin de Siècle, 268 p., Paris, Presses Universitaires de France.
- \_\_\_\_\_ (1987) - Les économies au milieu du gué: Changements techniques et interventions publiques depuis une décennie - Aspects de la crise - Tome III, 95p., Paris, CEPREMAP.
- \_\_\_\_\_ (1987) - La théorie de la régulation: une analyse critique, 143 p., Paris, Editions la Découverte.
- BERTRAND, Hugues - France: modernisations et piétinements, in Capitalismes fin de siècle, pgs. 67-105, Paris, P.U.F.
- BRUNO, Serge (1979) - The industrial reserve army, segmentation and the italian labour market, in Cambridge Journal of Economics (3)/79, London, Cambridge University Press.
- CORIAT, Benjamin (1981) - Transport de techniques, division du travail et politique de main d'oeuvre, in Critiques de l'Economie Politique n° 15/16, avril/juin, Paris, Ed. Maspéro.

- CORIAT, Benjamin et SABÓIA, João (1987) - Rêgime d'accumulation et rapport salarial au Brésil - un processus de fordisation forcée et contrariée - Texto para discussão nº 122, julho de 1987, 49p., Rio de Janeiro, Instituto de Economia Industrial - UFRJ.
- FLEURY, A.C. (1980) - Produtividade e Organização do Trabalho na Indústria, in Revista de Administração de Empresas, vol. 20, nº 3, julho/setembro 1980, São Paulo, Fundação Getúlio Vargas.
- GUERRA, Cândido (1987) - Processo de trabalho e relação salarial: um marco teórico - analítico para o estudo das formas capitalistas de produção industrial - Texto para discussão nº 37, outubro de 1987, 59 p., Belo Horizonte, Centro de Desenvolvimento e Planejamento Regional - UFMG.
- HIRATA, Helena (1981) - Internationalisation du Capital, techniques de production et division sociale du travail, in Critiques de l'Economie Politique nº 14, janvier /mars 1981, Paris, Ed. Maspero.
- INSTITUTO BRASILEIRO DE ECONOMIA - IBRE (1987) - O déficit de caixa e a reforma fiscal, in Conjuntura Econômica, dezembro de 1987 - pp. 11-15, Rio de Janeiro, Fundação Getúlio Vargas.
- JORNAL DO BRASIL (1988) - Governo perde 30% da receita com incentivo fiscal, in Jornal do Brasil 03/04/1988, p. 27, Rio de Janeiro, Jornal do Brasil.
- \_\_\_\_\_ (1988) - Proposta da CUT à FIESP é pelo contrato coletivo, in Jornal do Brasil, 23/03/1988, pg. 18, Rio de Janeiro, Jornal do Brasil.
- LEAL, J. Carlos (1988) - O país dos subsídios, in Senhor, 23.02.88 - São Paulo, Ed. Três.
- LIPIETZ, Alain (1982) - De la nouvelle division internationale du travail à la crise du fordisme périphérique, Document nº 8225, novembro 1982, 50 p., Paris, CEPREMAP.

- LIPIETZ, Alain (1985) - Le Kaléidoscope des "Sud", in Capitalisms fin de siècle, pp. 203-224, Paris, P.U.F.
- MACROMÉTRICA (1988) - Nota técnica recomposição dos salários reais no final de 1987 in Boletim Macrométrica, março 1988, pp.3.1 - 3.14, Rio de Janeiro, mimeo.
- MATHIAS, Gilberto (1981) - Transfert de techniques et transfert de théories: du dualisme du marché de travail aux nouvelles formes de résistance ouvrière, in Critiques de l'Economie Politique n° 14, janier/mars 1981, Paris, Ed. Maspéro.
- MAZIER, J.; PICAUD, Y; PODEVIN, G; BERTRAND, H. (1982) - Les deux crises des années 1930 et des années 1970 - une analyse en sections productives dans le cas de l'economie française, in Revue Économique, n° 2, mars 1982, pp 234-273, Paris.
- MAZIER, Jacques; BASLE, Maurice; VIDAL, Jean-François (1984) - Quand les crises durent, 387 p., Paris, Economica.
- MISTRAL, Jaques - Régime international et trajectoires nationales, in Capitalismes fin de siècle, pp. 167-201, Paris, P.U.G.
- OLIVEIRA, Francisco de (1972) - A economia brasileira: crítica à razão dualista, in Estudos Cebrap 2, pp 3 - 82, outubro 1972, São Paulo, Edições Cebrap - Editora Brasileira de Ciências Ltda.
- OMINAMI, Carlos (1986) - Chili: échec du monétarisme périphérique, in Capitalismes fin de siècle, pp. 109-139, Paris, P.U.F.
- TAUILE, José Ricardo (1977) - Automação e competitividade: uma análise das tendências no Brasil - Texto para discussão n° 111, março de 1987, 143 p. Rio de Janeiro, Instituto de Economia Industrial - UFRJ.
- TAVARES DE ARAÚJO JR., José (1988) - Política industrial e inflação, in Jornal do Brasil, 24.03.1988 pg. 11, Rio de Janeiro, Ed. Jornal do Brasil.

TAVARES, M. da Conceição e SOUZA, P. Renato (1981) - Emprego e salários na indústria - o caso brasileiro, in Revista de Economia Política, vol. 1, nº 1, jan-março/81, pp 3-29, São Paulo, Editora Brasiliense.

VEIGA, Pedro M. (1980). Arquitetura Moderna e Produção do Espaço Urbano no Brasil - rapport de recherche réalisée pour FUNARTE, 140 p., Rio de Janeiro, mimeo.

\_\_\_\_\_ (1982) - Gestão Social e gestão privada da força de trabalho, rapport de recherche réalisée pour le Programa de Engenharia da Produção da COPPE/UFRJ, outubro de 1982, 50 p. Rio de Janeiro, dactílo.

\_\_\_\_\_ (1984) - Mudança técnica e processo de trabalho na construção naval brasileira - Tese de mestrado submetida à COPPE/UFRJ, janeiro 1984, 138 p., Rio de Janeiro, dactílo.

\_\_\_\_\_ (1987) - Informática e Negociação: condicionamentos e possibilidades - Texto para discussão interna nº 7, agosto 1987, 48 p., Rio de Janeiro, Fundação Centro de Estudos do Comércio Exterior.

WERNECK VIANNA, Luiz (1981) - Fábrica e sistema político: anotações teóricas para uma investigação empírica, in Revista Dados de Ciências Sociais, vol. 24 nº 2, Rio de Janeiro, Ed. Campus.

- 153 *O comércio exterior brasileiro de bens de capital: desempenho e indicadores por grupos de produtos.*  
Fernando J. Ribeiro e Henry Pourchet. Jul/2000.
- 152 *O comércio exterior brasileiro de calçados e têxteis: desempenho e indicadores por grupos de produtos.*  
Fernando J. Ribeiro e Henry Pourchet. Jul/2000.
- 151 *Diretrizes de promoção comercial para as exportações do Rio Grande do Sul.*  
Pedro da Motta Veiga, Mário C. de Carvalho Júnior, Leda Hahn e Galeno Tinoco Ferraz Filho. Jun/2000.
- 150 *Desempenho exportador do Rio Grande do Sul.*  
Pedro da Motta Veiga e Mário C. de Carvalho Júnior. Jun/2000.
- 149 *Impacto del proceso de integracion del Mercosur sobre el sector calzado.*  
Marta Bekerman, Paulo Guilherme Corrêa e Laens S. Nov/99.
- 148 *Impacto del proceso de integracion del Mercosur sobre el sector farmaceutico.*  
Marta Bekerman, Paulo Guilherme Corrêa e Laens S. Nov/99.
- 147 *Barreiras às importações nos Estados Unidos da América, Japão e União Européia: estimativas do impacto sobre as exportações brasileiras.* Honório Kume e Guida Piani. Out/99.
- 146 *Barreiras externas às exportações brasileiras: 1999.*  
Renato Fonseca, Mário C. de Carvalho Jr., Galeno T. Ferraz Filho, Henry Pourchet, Ricardo Markwald e Fernando C. da Silva. Out/99.
- 145 *Uma estratégia para a promoção comercial das exportações nordestinas.*  
Ricardo Andrés Markwald e Pedro da Motta Veiga. Out/99.
- 144 *Indústrias de plásticos: desenvolvimento do potencial exportador das empresas de 3º geração.*  
João Bosco M. Machado e Galeno Tinoco Ferraz Filho. Jul/99.
- 143 *Subsídios ao milho e aos derivados do milho nos mercados dos Estados Unidos e da União Européia.*  
Aluísio G. de Lima Campos. Jul/99.
- 142 *Diretrizes para o desenvolvimento do potencial exportador das MPEs paulistas.*  
Pedro da Motta Veiga, João Bosco M. Machado e Mário C. de Carvalho Jr. Nov/98.
- 141 *Padrões de comércio intra e extra-Mercosul: alvos para uma política industrial do Mercosul.*  
Ricardo A. Markwald e João Bosco M. Machado. Nov/98.
- 140 *Desempenho e potencial exportador das micro e pequenas empresas paulistas.*  
Pedro da Motta Veiga, João Bosco M. Machado e Mário C. de Carvalho Jr. Nov/98.
- 139 *Pequenos lotes na exportação: estrutura de custos e estratégias de distribuição física internacional.*  
Mário C. de Carvalho Jr., Miguel Ferreira Lima e Ricardo A. Markwald. Nov/98.
- 138 *Especificidades do padrão de comércio Brasil-União Européia e Brasil-Estados Unidos.*  
Ricardo A. Markwald e João Bosco M. Machado. Nov/98.
- 137 *A experiência exportadora do setor de software brasileiro: o caso da Softex.*  
Galeno Tinoco Ferraz Filho, Sílvia Frick, Virginia Duarte, José E. Roselino, Ana Paula Matusita, Norton de Almeida, Lucía Beatriz Alves, Vera Mittermayr. Jun/98.
- 136 *Micro, pequenas e médias empresas na exportação: desempenho no Brasil e lições da experiência internacional.*  
Pedro da Motta Veiga, Ricardo A. Markwald. Jun/98.
- 135 *A orientação externa da indústria de transformação brasileira após a liberalização comercial.*  
Renato Fonseca, Mário C. de Carvalho e Henry Pourchet. Abr/98.
- 134 *Índices de preço e quantum do comércio exterior.*  
Ricardo A. Markwald, Armando Castelar Pinheiro, Carmen Falcão e Henry Pourchet. Mar/98.
- 133 *Índices de preço e quantum das importações brasileiras.*  
Ricardo A. Markwald, Armando Castelar Pinheiro, Carmen Falcão e Henry Pourchet. Mar/98.
- 132 *União Européia: o novo Sistema Geral de Preferências (SGP) e os impactos sobre as exportações brasileiras de produtos agrícolas.*  
João Bosco Machado e Ricardo A. Markwald. Nov/97.
- 131 *Estimativas do valor da produção industrial e elaboração de coeficientes de exportação e importação da indústria brasileira (1985-1997).*  
Lia Haguenuer, Ricardo A. Markwald e Henry Pourchet. Jun/98.